

URGENT : Un militant risque d'être expulsé de France !

Nous sommes le 14 juillet, jour de la fête nationale française. Cette journée est l'occasion de célébrer la République et de rappeler les valeurs qui la fondent : la liberté, l'égalité et la fraternité. Elle est aussi l'occasion de rappeler que ces principes doivent guider les décisions des autorités françaises.

À cette occasion, nous appelons les autorités à **suspendre la procédure d'expulsion visant le militant palestinien Ramy Shaath** et à respecter les engagements de la France en matière de droits humains.

Pour rappel, Ramy Shaath a été détenu arbitrairement en Égypte de juillet 2019 à janvier 2022, uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression et à la participation aux affaires publiques. Une vaste campagne internationale avait alors été lancée en sa faveur, suscitant une forte mobilisation de la société civile et conduisant le président Emmanuel Macron à intervenir publiquement sur son cas.

Malgré ce soutien, sa libération et son accueil en France, les autorités françaises ont engagé, le 30 avril, une procédure d'expulsion à son encontre. Cette décision l'expose au risque d'un renvoi forcé. Elles justifient cette mesure en affirmant que sa présence en France constituerait une « menace grave pour l'ordre public ».

Or, cette conclusion semble reposer sur ses liens avec des organisations de la société civile ainsi que sur des déclarations faites lors de plusieurs manifestations. Pourtant, Ramy Shaath n'a jamais été condamné, ni même poursuivi, pour ces faits.

En cas de renvoi vers un pays où il risquerait de subir de graves violations de ses droits humains, la France manquerait à son obligation de respecter le principe de non-refoulement. Son expulsion aurait également pour conséquence de le séparer de sa famille installée en France.

Les autorités françaises doivent donc suspendre immédiatement la procédure d'expulsion visant Ramy Shaath et prendre les mesures nécessaires pour lui permettre de demeurer en France avec un statut juridique stable, dans le respect de ses droits fondamentaux et sans crainte de représailles.